

**Les Malgaches et la politique : quelques enseignements tirés des enquêtes Afrobaromètre de 2005**

## INTRODUCTION

La démocratie ne se réduit pas au mode de désignation des dirigeants par des élections libres et transparentes. Elle doit aussi se comprendre de façon plus large par l'«exercice de la raison publique», c'est-à-dire par l'existence d'un débat public. Dans une démocratie, les citoyens doivent pouvoir participer aux discussions politiques et influencer les choix relatifs aux affaires collectives.

L'existence d'un tel débat public a plusieurs fonctions, comme l'a montré A. Sen<sup>1</sup>, l'économiste d'origine indienne, prix Nobel d'économie en 1998. Le débat a une valeur intrinsèque pour la vie humaine et le bien-être des personnes en leur permettant de participer à la vie politique de la communauté à laquelle ils appartiennent ; il a une valeur constructive en permettant à la société toute entière de prendre conscience de ses besoins collectifs ; il a enfin une fonction instrumentale en amplifiant l'écoute accordée aux revendications politiques. A cet égard, la démocratie participative a un rôle protecteur pour les plus pauvres. A. Sen a par exemple montré que là où existait une société civile organisée, les famines ne pouvaient toucher qu'un nombre réduit de personnes, du fait de la pression à la redistribution des richesses exercée par l'opinion publique sur les gouvernants.

Il est donc fondamental pour la démocratie et le développement du pays que la politique ne soit pas qu'une affaire de professionnels et que tout un chacun soit en mesure d'accéder aux informations, de comprendre et discuter des options politiques, d'intervenir pour exprimer ses préférences. La société civile ne peut en effet jouer son rôle qu'avec des citoyens informés, intéressés et compétents.

Nous nous intéresserons ici à la citoyenneté des Malgaches et aux rapports qu'ils entretiennent avec la politique à partir des données de l'enquête Afrobaromètre de 2005. Cette enquête, extrêmement riche en informations nationales sur ces questions, permet aussi d'opérer des comparaisons corroboratives avec les autres pays africains dans lesquels une enquête identique a été conduite (voir [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)<sup>2</sup>). Pour Madagascar, l'enquête a été réalisée conjointement par l'INSTAT, le cabinet Coef-ressources et DIAL (Paris) auprès d'un échantillon représentatif au niveau national de 1350 adultes.

### Les comportements politiques

On distingue traditionnellement trois dimensions des comportements politiques individuels, la *politisation*, la *participation* et l'*orientation partisane*<sup>3</sup>.

La *politisation* est le degré d'intérêt pour la politique. Celle-ci peut être mesurée directement en interrogeant par exemple les individus sur leur intérêt pour les affaires publiques, ou indirectement en leur demandant s'ils leur arrive de parler politique avec leurs connaissances. La *participation* est l'engagement concret des individus dans les affaires publiques. Elle s'exprime classiquement en

<sup>1</sup> A. SEN, *La démocratie des autres. Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'occident*, Payot, 2005.

<sup>2</sup> Afrobaromètre est un programme visant à fournir des informations et des analyses sur les valeurs, les attitudes et les évaluations des membres des sociétés africaines à l'égard de la démocratie, des marchés et de la société civile, à partir d'enquêtes nationales. Ce programme est organisé autour de trois partenaires centraux, Institute for Democracy in South Africa (IDASA), Center for Democracy Development (CDD-Ghana), Michigan State University, et de nombreux partenaires locaux. Trois vagues successives d'enquêtes ont été menées de puis 1999. Madagascar a intégré le programme en 2005 pour la troisième vague à laquelle ont également participé 17 autres pays.

<sup>3</sup> P. BRECHON et alii (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Presses de Science Po, 2000.

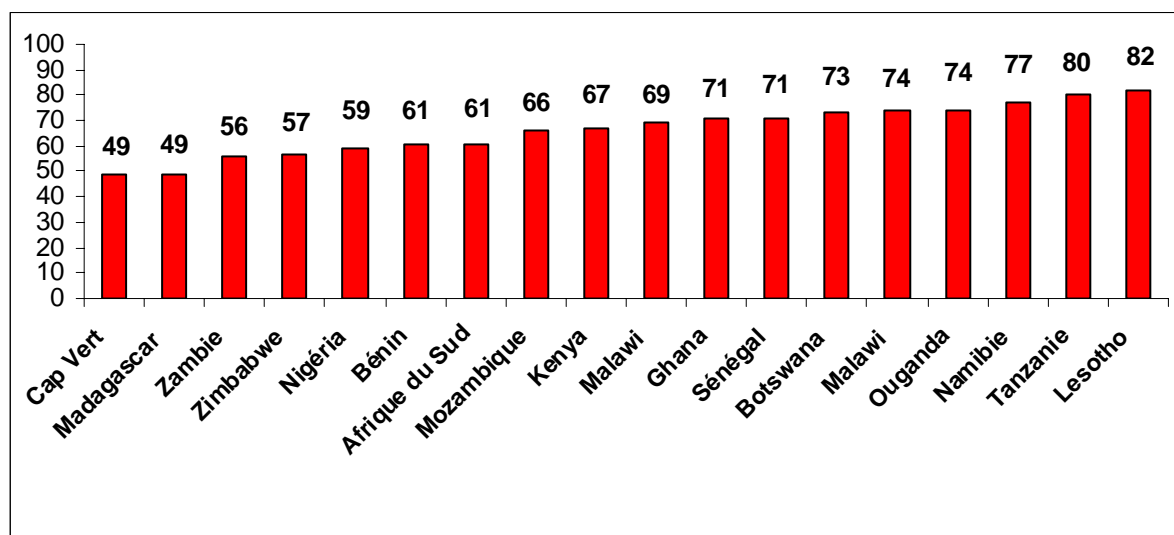
démocratie par le vote, mais peut aussi prendre des formes différentes telles que l'engagement associatif ou la participation protestataire. *L'orientation partisane* est la capacité des individus à se positionner dans le champ politique en fonction de leurs valeurs ou opinions. Dans l'enquête *Afrobaromètre*, la question « Vous sentez-vous proche d'un parti politique en particulier ? » rend en partie compte de cette orientation politique.

Ces trois dimensions constituent les supports essentiels de la citoyenneté. Celle-ci nécessite en effet que les individus s'intéressent aux affaires publiques, qu'ils soient capable de faire des choix et d'exprimer des préférences et qu'ils agissent activement pour faire valoir leurs préférences.

### La politisation

La politisation des Malgaches apparaît très faible en comparaison avec les 17 autres pays ayant participé à la troisième vague du programme Afrobaromètre<sup>4</sup>. Les Malgaches se montrent en effet les moins intéressés par les affaires publiques (avec le Cap Vert) et ceux qui parlent moins politiques avec leurs proches. Seuls 49 % des Malgaches se déclarent intéressés (plutôt ou très) par les affaires publiques (soit le plus faible taux de tous les pays étudiés), 48 % ne parlent jamais politique dans leur famille ou avec leurs amis et 39 % n'en parlent qu'occasionnellement.

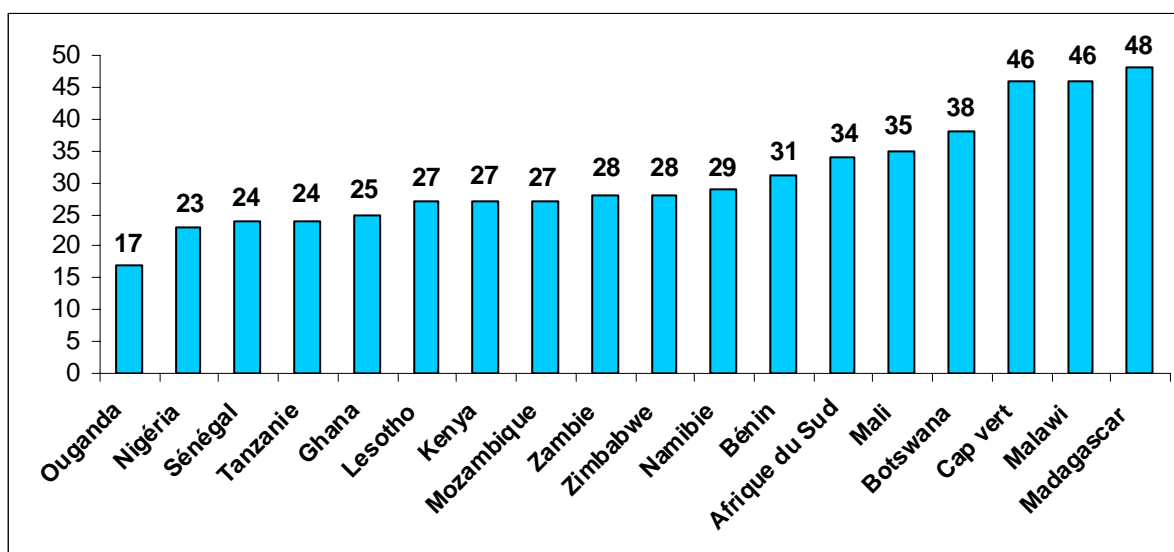
**Graphique 1 : Etre plutôt ou très intéressé pour les affaires publiques en Afrique (en %) <sup>5</sup>**



<sup>4</sup> Afrique du Sud (Ads), Bénin (Bén), Botswana (Bot), Cap Vert (Cve), Ghana (Gha), Kenya (Ken), Lesotho (Les), Madagascar (Mad), Mali (Mal), Mozambique (Moz), Malawi (Mwi), Namibie (Nam), Nigéria (Nig), Ouganda (Oug), Sénégal (Sén), Tanzanie (Tan), Zambie (Zam), Zimbabwe (Zim)

<sup>5</sup> Dans tous nos graphiques, l'échelle des ordonnées indique les pourcentages de réponse. Lorsque qu'il y a des non-réponses aux questions, la somme des réponses ne donnant pas 100, les barres n'arrivent pas au niveau 100 %.

**Graphique 2 : Ne jamais parler politique avec ses amis ou sa famille en Afrique (en %)**



Ce manque d'intérêt pour la chose publique est bien entendu porteur de risque pour la démocratie. En effet, comme A. de Tocqueville<sup>6</sup> l'avait montré en son temps, il crée des conditions permissives à l'instauration d'un gouvernement despotique en ce sens qu'il pourrait agir sans tenir compte des avis et opinions des habitants.

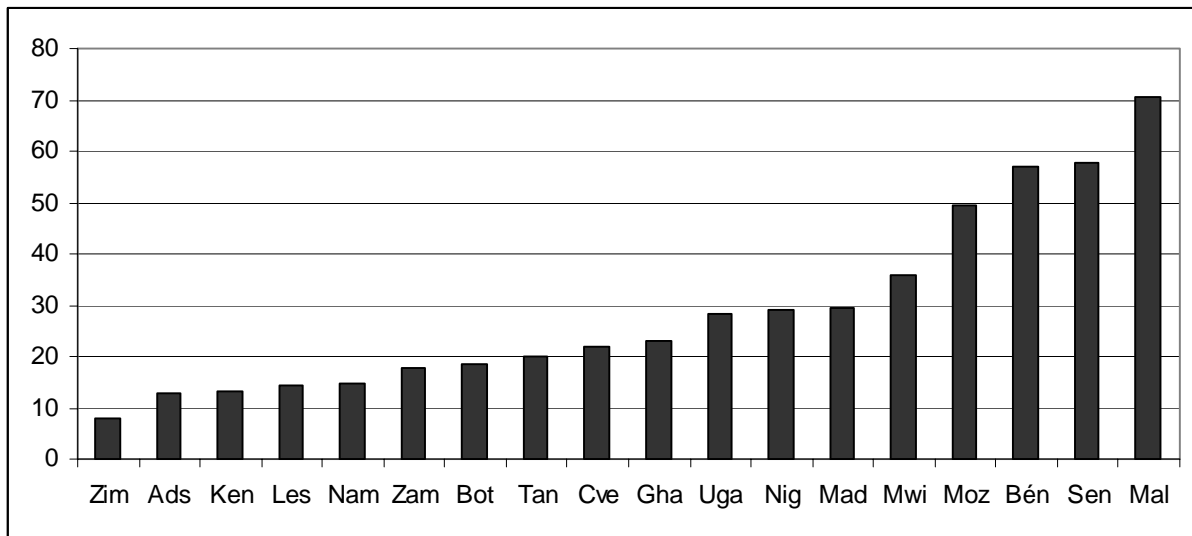
L'enquête *Afrobaromètre* permet d'éclairer un peu plus ce désintérêt, très inégalement distribué dans la population Malgache.

Le niveau de formation apparaît comme une première variable de la politisation. L'intérêt pour la politique nécessite en effet un minimum de compétences techniques (capacité à comprendre les enjeux, capacité à se repérer dans le champ politique, connaissance de l'offre politique, etc.). Cette compétence technique est bien entendu en bonne partie liée au niveau d'éducation dans la mesure où celui-ci fournit les moyens d'accéder à l'information et de réfléchir aux enjeux de société. On constate donc sans surprise que l'intérêt pour la politique augmente nettement avec la durée de scolarisation. Cela contribue en partie à expliquer la position de Madagascar par rapport à certains autres pays considérés. Avec un taux d'analphabétisme des adultes de 30 % en 2005 et un taux de scolarisation dans le secondaire de 14 %<sup>7</sup>, le niveau général de formation apparaît bien plus faible à Madagascar que dans 12 des autres pays considérés. Pourtant, dans d'autres pays où le niveau de formation est identique ou plus faible, la politisation est plus importante que celle des Malgaches : les Ougandais, avec un niveau de formation à peine supérieur (28 % d'analphabètes et 20 % de scolarisation dans le secondaire) et les Béninois avec un taux d'analphabétisme bien plus élevé (57 %) se montrent par exemple bien plus intéressés par la politique.

<sup>6</sup> A. de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique* (1835), Paris, Folio, 1986

<sup>7</sup> Banque Africaine de développement, *Statistiques choisies sur les pays africains*, Tunis, 2006

Graphique 3 : Taux d'analphabétisme en Afrique



Source : Banque Africaine de développement, *Statistiques choisies sur les pays africains*, Tunis, 2006

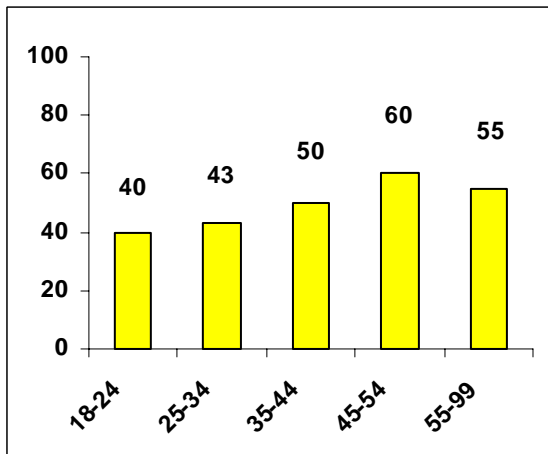
La classe d'âge apparaît comme une deuxième variable de la politisation. Près de 60 % des moins de 35 ans se déclarent en effet pas ou peu intéressés par les affaires publiques, alors que ce taux tombe à 49 % chez les 35-44 ans puis à 39 % chez les 45-54 ans (il remonte ensuite légèrement chez les plus âgés). Ces écarts pourraient en partie refléter des différences de maturité politique dans la mesure où la connaissance des enjeux et la maîtrise des débats doit pouvoir progresser avec l'âge. Néanmoins cette interprétation ne permet pas de comprendre pourquoi la différence est aussi marquée entre les 35-44 ans et les 45-54 ans. Deux autres interprétations sont alors possibles. La première lie la politisation non plus à la compétence technique mais au degré d'insertion dans la société. S'intéresser à la politique nécessite en effet de se sentir « en droit et en devoir »<sup>8</sup> de le faire. Cela dépend donc de la « légitimité sociale » des individus. Les différences d'intérêt des classes d'âge peuvent alors refléter leurs différences de légitimité dans une société marquée par la présence des plus âgés. La deuxième interprétation est plus inquiétante dans la mesure où le désintérêt bien plus marqué des plus jeunes pour la politique peut aussi être le signe d'un effet de génération plus que d'un effet d'âge. Les jeunes générations, socialisées dans un contexte différent de celui de leurs aînés, pourraient alors avoir développé des valeurs et attitudes spécifiques à l'égard de la politique (qu'elles garderont en vieillissant). Dans une telle perspective, la dépolitisation des Malgaches pourrait augmenter à mesure que les jeunes générations remplaceront les plus âgées.

Le sexe est une troisième variable de la politisation. Les femmes apparaissent nettement moins intéressées que les hommes par les affaires publiques, puisque près de 60 % d'entre elles déclarent leur absence ou faible intérêt pour celles-ci. Ce désintérêt est en partie lié à leur moindre compétence technique, les femmes ayant un niveau de formation en moyenne inférieur à celui des hommes. Mais il est aussi le signe de leur moindre légitimité sociale, les femmes se sentant moins en droit et en devoir d'avoir une opinion et de l'exprimer.

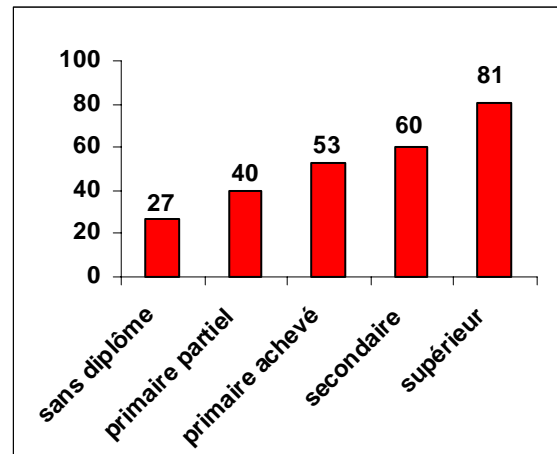
<sup>8</sup> P. BOURDIEU, « culture et politique », in *Question de sociologie*, Minuit, 1980, p.236-250.

## Graphiques : Etre plutôt ou très intéressé par les affaires publiques

Graphique 4 : selon l'âge (en %)

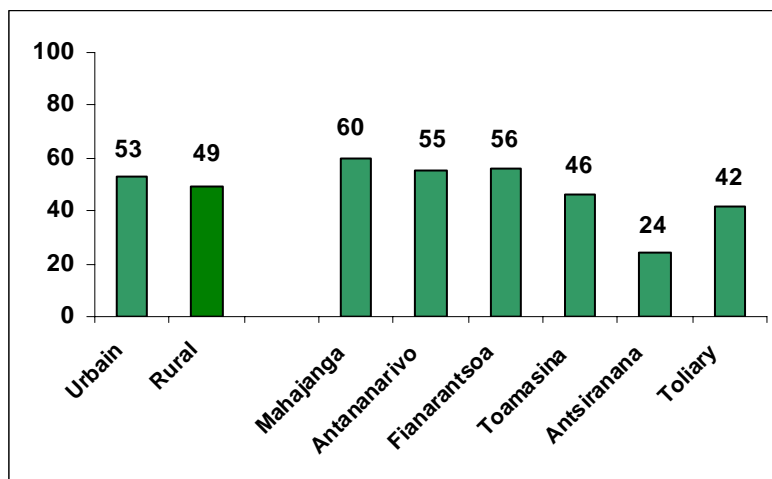


Graphique 5 : selon le niveau de formation (en %)



Enfin, la zone de résidence détermine aussi des différences marquées dans le niveau d'intérêt pour la politique. Les différences de politisation entre zones rurales et zones urbaines sont très faibles. La province de résidence est en revanche une variable clef de la politisation. Dans les provinces de Toliary et d'Antsiranana, le désintérêt pour les affaires publiques est par exemple massif. Un tiers des habitants de la province de Toliary ne parle jamais politique dans sa famille ou avec ses amis et un tiers déclare ne pas être intéressé du tout par les affaires publiques. Dans la province d'Antsiranana, seuls 24 % des habitants se déclarent plutôt ou très intéressés par les affaires publiques. A l'inverse, les habitants de la province de Mahajanga se montrent les plus politisés (60 % des habitants de la province de Mahajanga ont déclaré être plutôt ou très intéressés par ces questions), suivis de ceux des provinces d'Antananarivo et de Fianarantsoa. Au-delà de la composition sociologique des provinces (les provinces les plus riches comprennent aussi plus de personnes diplômées), on peut donc estimer que s'exprime là des cultures politiques spécifiques liées à des histoires régionales différenciées et peut être au charisme et au dynamisme de certains hommes politiques locaux.

Graphique 6 : Intérêt pour les affaires publiques selon la zone de résidence (en %)



### La participation politique

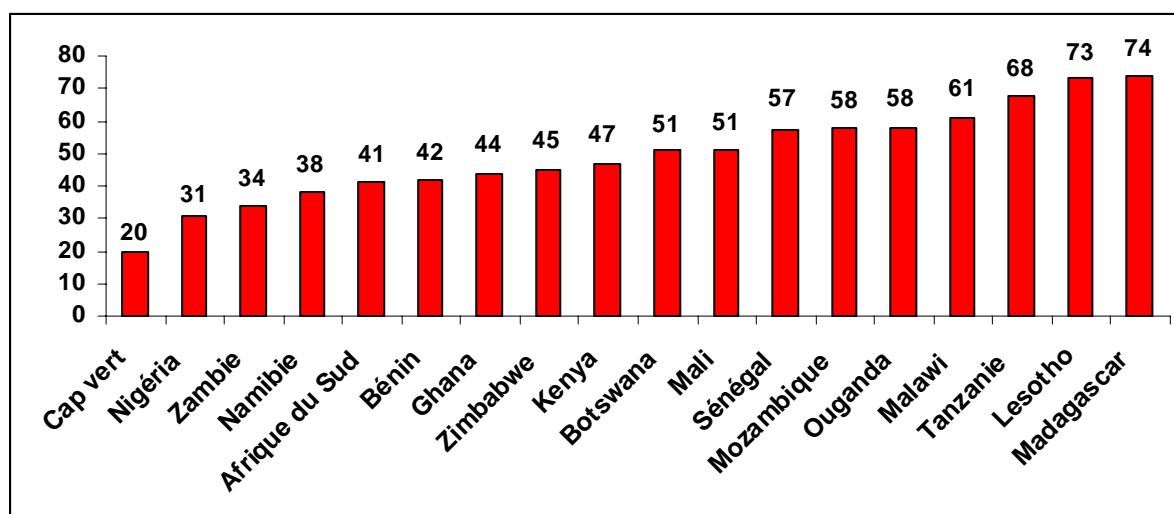
La participation électorale est importante à Madagascar. 77 % des Malgaches ont par exemple indiqué avoir participé aux élections législatives de 2002. Parmi ceux qui disent n'y avoir pas participé, 7 % ne l'ont pas fait parce qu'ils étaient trop jeunes et 8 % n'étaient pas inscrits sur les listes pour différentes raisons (autres qu'une volonté délibérée). Seuls 8 % des électeurs potentiels n'ont donc pas participé à cette élection. Mais la participation électorale n'est pas la forme la plus aboutie de participation. Elle se réduit en effet à déposer à intervalle plus ou moins régulier un bulletin dans une urne et ne conduit pas à exprimer clairement les préférences des citoyens.

La participation politique peut prendre aussi d'autres formes. Certaines sont relativement conventionnelles en ce sens qu'elles correspondent au fonctionnement habituel des démocraties. L'engagement dans un parti politique ou la participation à des meetings politiques se rattachent à ces formes traditionnelles de participation démocratique. D'autres formes de participation sont moins traditionnelles mais tendent dans un grand nombre de pays (notamment dans les démocraties les plus anciennes) à devenir des modes essentiels de participation. Il s'agit par exemple de la participation associative, qu'il s'agisse d'associations à objectifs nationaux (ou internationaux) ou d'associations plus locales. Il s'agit également de la participation que l'on appelle protestataire : signer des pétitions, participer à des manifestations sont des formes essentielles de participation dans les grandes démocraties.

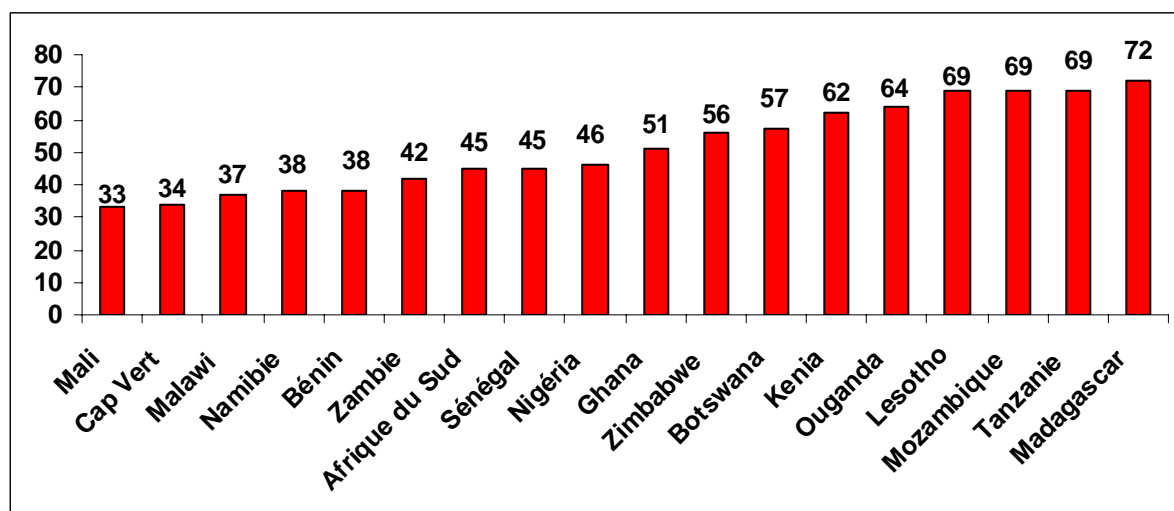
Trois questions permettent de rendre compte de la participation politique des Malgaches (autre qu'électorale) à la vie collective. L'enquête *Afrobaromètre* demande en effet si au cours des 12 derniers mois les adultes interrogés ont participé à une réunion de communauté, se sont rassemblés avec d'autres personnes pour aborder un problème et/ou ont participé à une manifestation. Les réponses aux deux premières formes d'actions collectives indiquent un degré élevé de participation des Malgaches. Des 18 pays considérés, Madagascar est celui où la participation à des réunions de communauté est à la fois la plus fréquente et la plus intense. Seuls 8 % des Malgaches adultes n'ont en effet participé à aucune réunion de communauté au cours des 6 derniers mois et 44 % d'entre eux déclarent avoir souvent participé à ces réunions. Les Malgaches se rassemblent aussi fréquemment avec d'autres personnes pour aborder un problème : plus de 70 % d'entre eux l'ont fait au moins une fois au cours de 6 derniers mois ce qui est le plus haut taux de participation des pays considérés. Ces résultats indiquent la capacité des Malgaches à coopérer pour résoudre ensemble des difficultés. Ils ne sont qu'en apparence contradictoires avec le faible degré de politisation. Les deux dimensions ne se situent pas d'abord dans le même registre, l'une relevant de l'action, l'autre de la discussion. Elles ne se déroulent peut être pas non plus au même niveau. Les formes d'action enregistrées plus haut relèvent en effet d'une participation ciblée très certainement autour d'enjeux locaux, là où la politisation mesurée enregistre les attitudes à l'égard des enjeux nationaux.

La participation protestataire est en revanche peu fréquente. Seuls 13 % des Malgaches disent en effet avoir participé à une manifestation au cours des 12 derniers mois. Ce faible taux n'étant guère différent de celui constaté dans les autres pays considérés (à l'exception de l'Afrique du Sud où il s'élève à 23 %). Mais cette faible participation protestataire est, bien plus que dans les autres pays, liée à une déconsidération sociale de ce moyen d'action politique : 63 % des Malgaches indiquent ainsi qu'ils ne participeront jamais à une manifestation. On peut très certainement relier ce résultat à la culture traditionnelle de coopération des Malgaches et à leur refus des conflits. La mobilisation protestataire n'est donc aux yeux des Malgaches qu'une forme extrême de mobilisation politique à laquelle ils ne se résolvent que dans les périodes de crises politiques les plus aiguës. On peut aussi souligner que les Malgaches ont vécu l'expérience de deux grands « mouvements politiques de protestation » en 1991 et en 2001-2002 (grèves de près de six mois au détriment de l'économie) qu'ils ne souhaitent peut-être pas revivre.

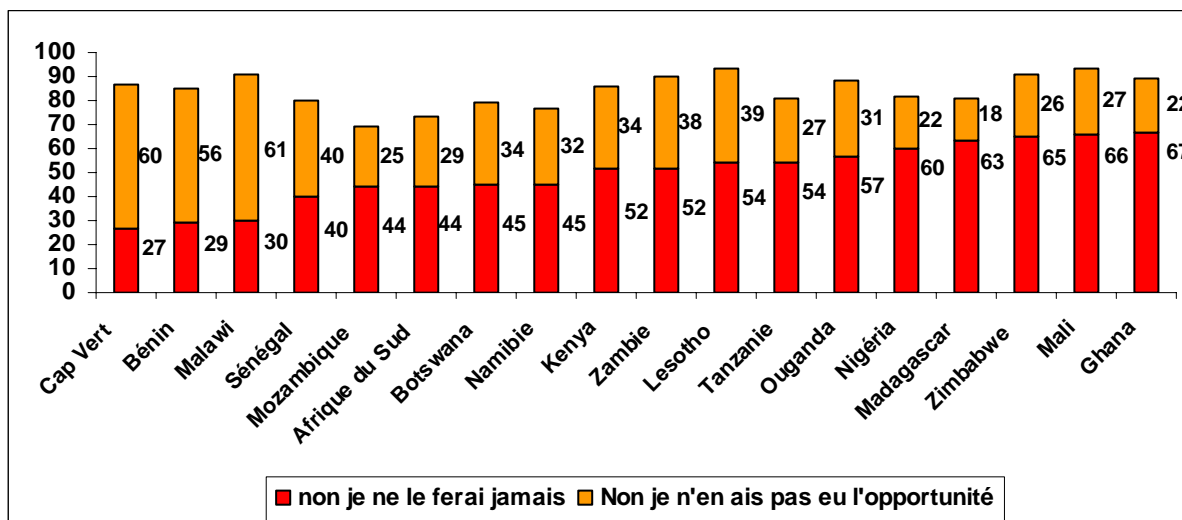
**Graphique 7 : A participé plusieurs fois ou souvent à une réunion de communauté (%)**



**Graphique 8 : S'est rassemblé au moins une fois avec d'autres personnes pour aborder un problème (%)**

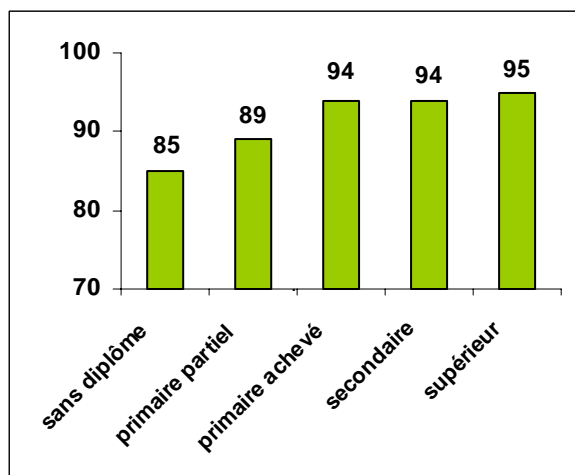


**Graphique 9 : N'a pas participé à une manifestation (en %)**

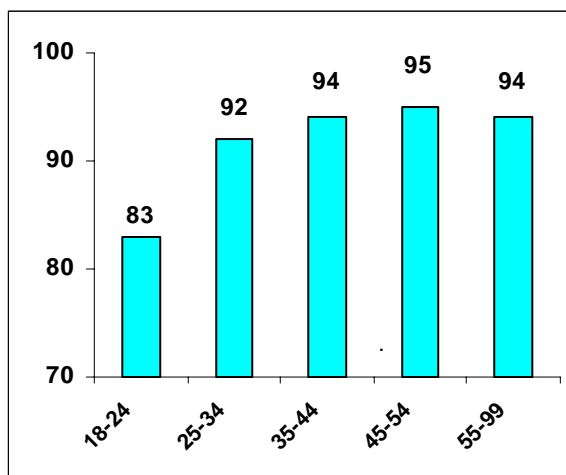


On retrouve, comme pour la politisation, des différences dans la participation locale en fonction des caractéristiques socio-géographiques des Malgaches. La fréquence et surtout l'intensité de la participation citoyenne locale augmentent en effet avec l'âge et le niveau d'éducation (55 % des diplômés du supérieurs ont souvent participé à une réunion de communauté contre 29 % seulement des personnes non scolarisées ; 55 % des 45-54 ans contre 30 % des 18-24 ans). Elle est plus importante chez les hommes que chez les femmes (52 % contre 36 %). Elle est moindre dans les provinces d'Antsiranana et de Toliary que dans celles d'Antananarivo, de Fianarantsoa et de Mahajanga.

**Graphique 10 : participation à une réunion de communauté selon le niveau de formation (en %)**

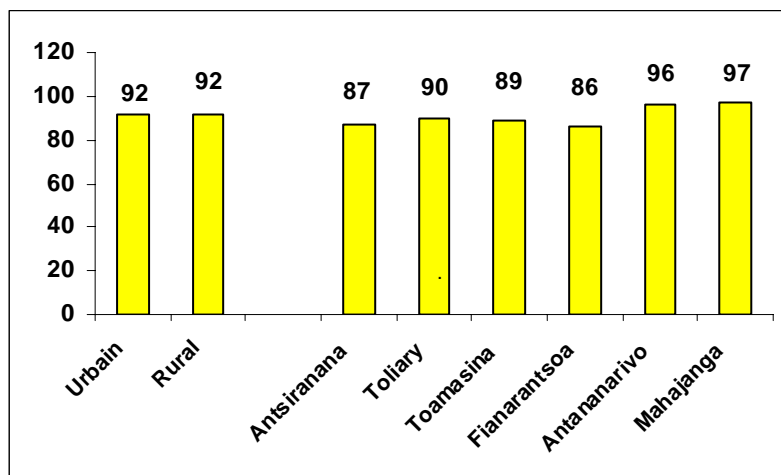


**Graphique 11 : participer à une réunion de communauté selon l'âge (en %)**





Graphique 12 : participer à une réunion de communauté selon la zone de résidence (en %)

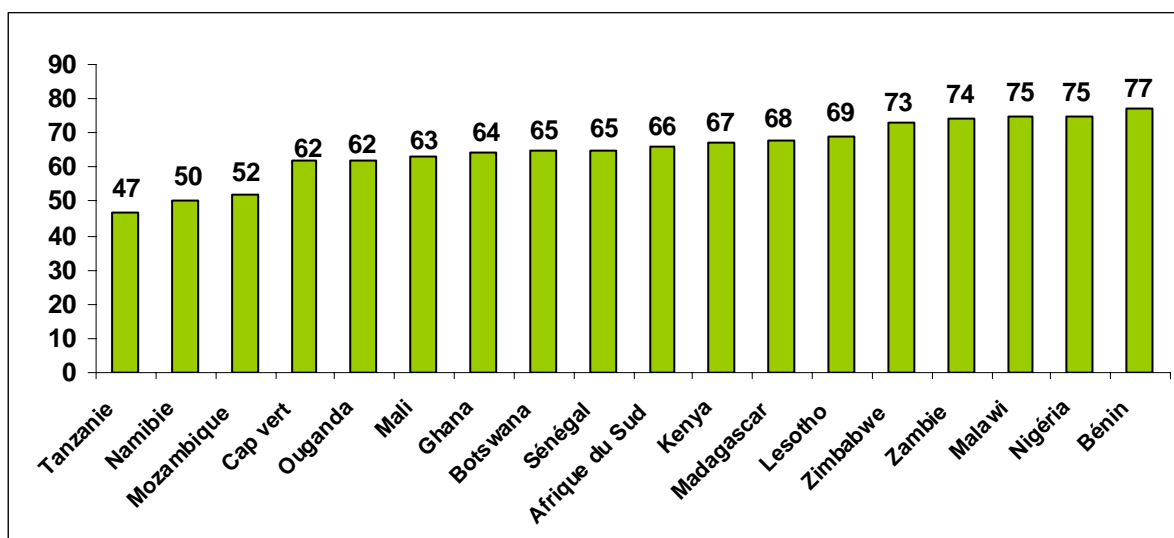


### L'orientation politique

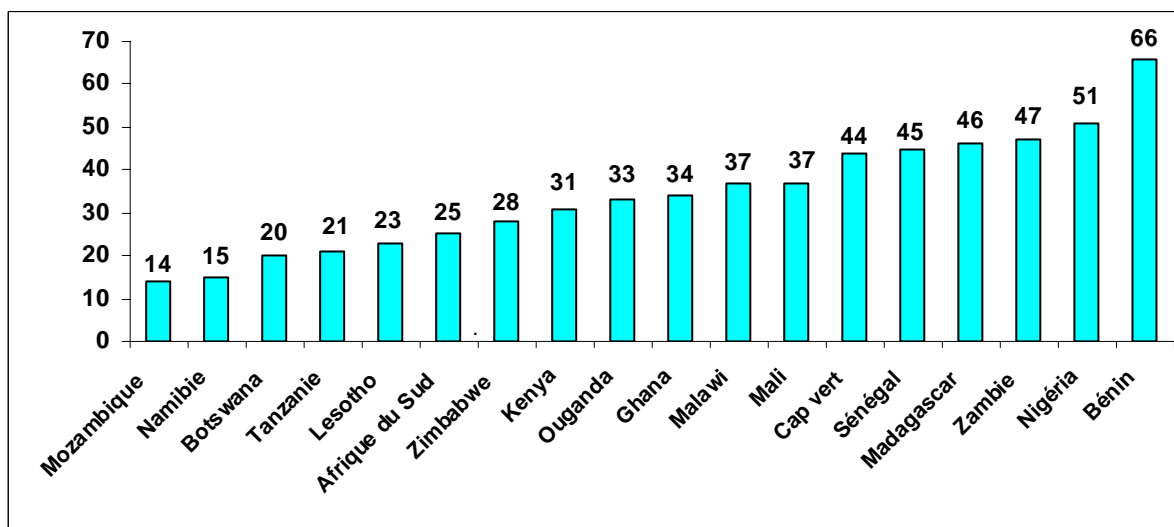
Pour s'intéresser aux affaires collectives, pour intervenir dans le débat public et pour agir en politique, les individus peuvent avoir des repères qui guident leurs choix et leurs permettent de s'orienter. Ces repères sont constitués de valeurs politiques spécifiques, acquises au cours de la socialisation, et de préférences partisans. Ils sont la marque des cultures politiques qui facilitent l'engagement citoyen, mais ils dépendent aussi des caractéristiques de l'offre politique. Dans de nombreux pays, il existe par exemple une opposition fondamentale entre la gauche et la droite ou entre les démocrates et les républicains. Se déclarer comme étant de droite ou de gauche, démocrate ou républicain facilite les choix politiques en deçà de l'étude des programmes et du choix des personnes. Il existe aussi dans chaque pays des partis politiques qui expriment, en principe, des valeurs et options politiques différentes. Se sentir proche d'un parti peut aussi alors servir de repère politique.

Les résultats de l'enquête *Afrobaromètre* laissent penser que les Malgaches sont en bonne partie « désorientés » dans le champ politique. Ils expriment d'une part souvent l'idée que la politique et le gouvernement sont parfois si complexes qu'il est difficile de comprendre ce qui se passe vraiment. 68 % d'entre eux sont en effet plutôt ou tout à fait d'accord avec cette assertion alors que seuls 13 % affirment le contraire. Cette opacité du monde politique pour les citoyens n'est cependant pas une spécificité malgache. Dans tous les pays considérés (à l'exception de la Tanzanie), une majorité de personne exprime en effet cet avis (de 50 % en Namibie à 77 % au Bénin) Les Malgaches expriment d'autre part rarement une proximité partisane. Seuls 38 % d'entre eux déclarent se sentir proche d'un parti politique, alors que 46 % affirment n'être proches d'aucun parti, que 4 % refusent de répondre et que 12 % (soit la plus forte proportion de tous les pays considérés) disent ne pas savoir répondre à cette question. De ce point de vue, la désorientation des Malgaches apparaît très importante en comparaison de la majorité des autres pays africains.

**Graphique 13 : la politique et le gouvernement sont parfois si complexes qu'il est difficile de comprendre ce qui se passe vraiment (en %)**

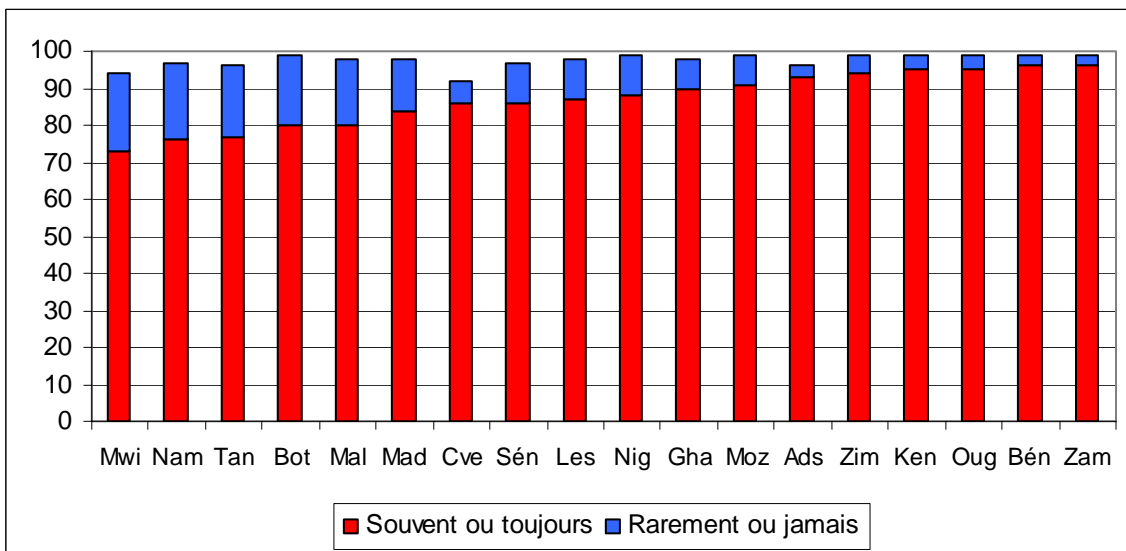


**Graphique 14 : Ne se sent proche d'aucun parti (en %)**

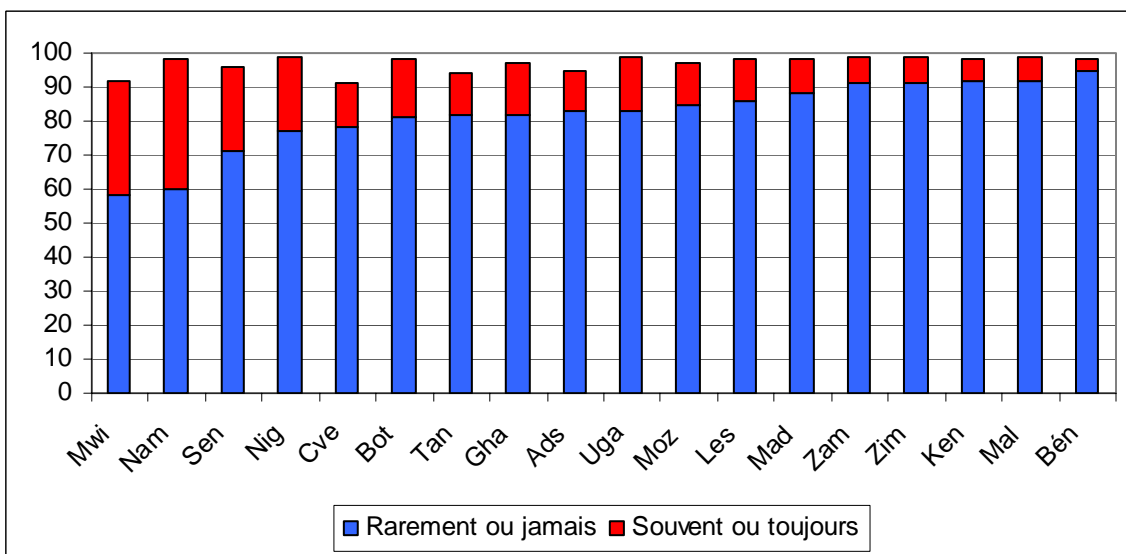


Cette désorientation relative n'est pas semble-t-il la traduction d'un défaut de préférences politiques des Malgaches. En effet, sur les questions précises de choix politiques (politique de scolarisation, importance de la fonction publique, intérêt des réformes, rôle du gouvernement, etc.), moins de 15 % des individus ne sont pas capables d'exprimer leur préférence, les autres choisissant clairement une des options proposées. Le manque de repères politiques est ainsi plus certainement lié à l'opacité de l'offre politique et au discrédit massif dont pâtissent les hommes politiques : aux questions portant sur leur probité, les réponses sont en effet négatives pour une très large majorité de la population. Plus de 85 % des Malgaches estiment que les hommes politiques ne font des promesses que pour être élus, et qu'une fois élus ils ne tiennent pas leurs promesses. De ce point de vue, les Malgaches ne se distinguent pas fondamentalement de la moyenne des habitants des autres pays considérés. En Afrique, semble-t-il, le discrédit de la classe politique est généralisé.

**Graphique 15 : Selon vous quand est-ce que les hommes politiques font des promesses seulement pour être élus (en %) ?**



**Graphique 16 : Selon-vous, quand est-ce que les hommes politique tiennent leurs promesses après avoir été élus (en %) ?**



Le bilan établi présente donc une image inquiétante de la citoyenneté des Malgaches. En dépit d'une culture de la coopération dont on trouve le signe dans l'importance de la participation associative et la fréquence des réunions collectives pour résoudre un problème, les Malgaches s'intéressent peu à la vie politique nationale et aux affaires publiques et n'accordent qu'un très faible crédit aux partis et hommes politiques. Une telle situation est inquiétante pour l'avenir du pays dans la mesure où elle indique une coupure importante entre la société civile et la société politique. Or aucune réforme de fond ne peut se produire dans un pays sans le soutien, la participation et souvent même l'impulsion des populations.

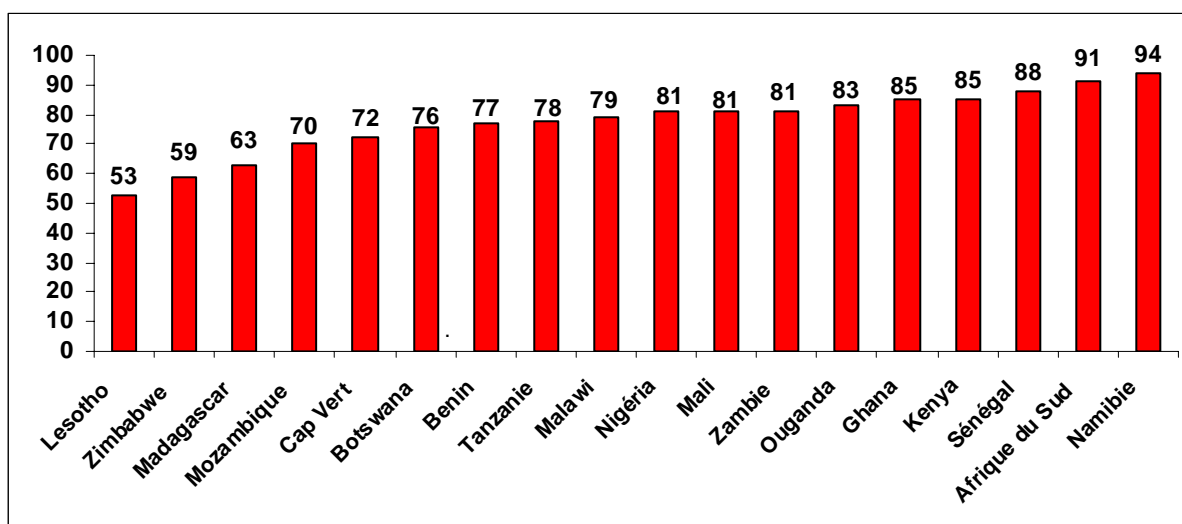
## LE RAPPORT AUX MEDIAS DES MALGACHES

L'accroissement de la participation des populations ne pourra se faire que si la confiance est rétablie entre les hommes politiques et les citoyens, si les enjeux se clarifient et si les débats se démocratisent. Les médias ont à cet égard, à côté du système scolaire, un rôle important à jouer. Or le suivi de l'actualité dans les médias est très limité et la confiance qui leur est accordée est très faible.

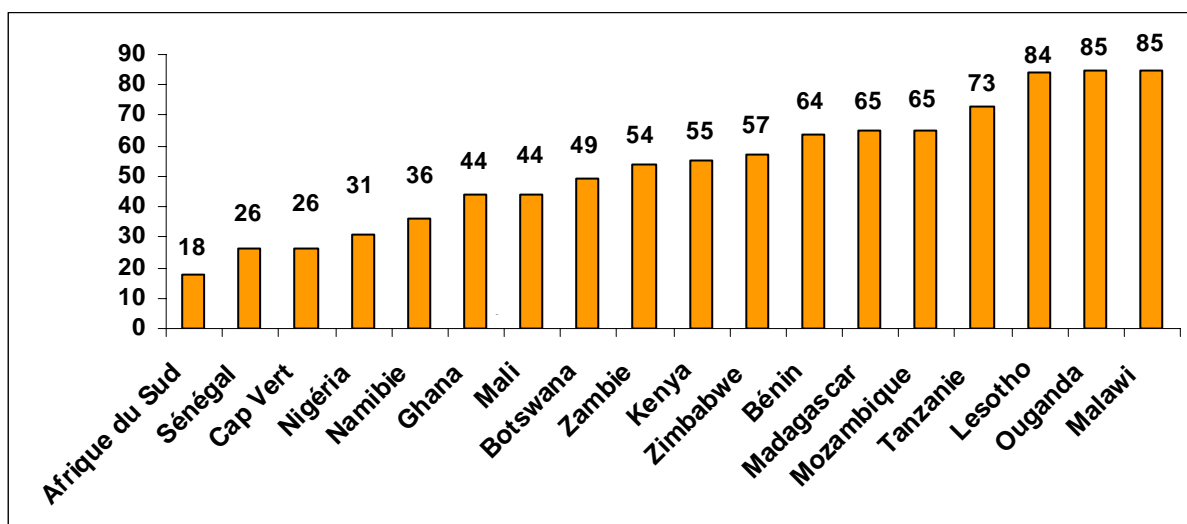
### Le suivi de l'actualité

Le suivi de l'actualité est peu fréquent à Madagascar. C'est par la radio que les Malgaches s'informent le plus souvent mais le tiers d'entre eux s'informent moins d'une fois par semaine par ce moyen. Le taux d'écoute des informations à la radio est ainsi un des plus faibles des 18 pays considérés. Pour les autres médias, le suivi de l'actualité est nettement moins fréquent. 65 % des Malgaches ne suivent jamais ou moins d'une fois par semaine les informations à la télévision et seuls 27 % le font au moins plusieurs fois par semaine. Ces taux placent Madagascar dans la fourchette basse des pays participant au programme *Afrobaromètre*. En effet, Pour ces deux indicateurs, dans l'ensemble des 18 pays, 53 % des personnes ne suivent en effet jamais ou moins d'une fois par mois les informations à la télévision et 39 % plusieurs fois par semaine ou tous les jours. Quant au suivi de l'actualité dans les journaux, il est encore moins fréquent. Plus de 80 % des Malgaches ne suivent en effet jamais ou moins d'une fois par mois l'actualité dans les journaux. Des 18 pays considérés, seuls le Mali et le Bénin affichent des taux de suivi plus faibles.

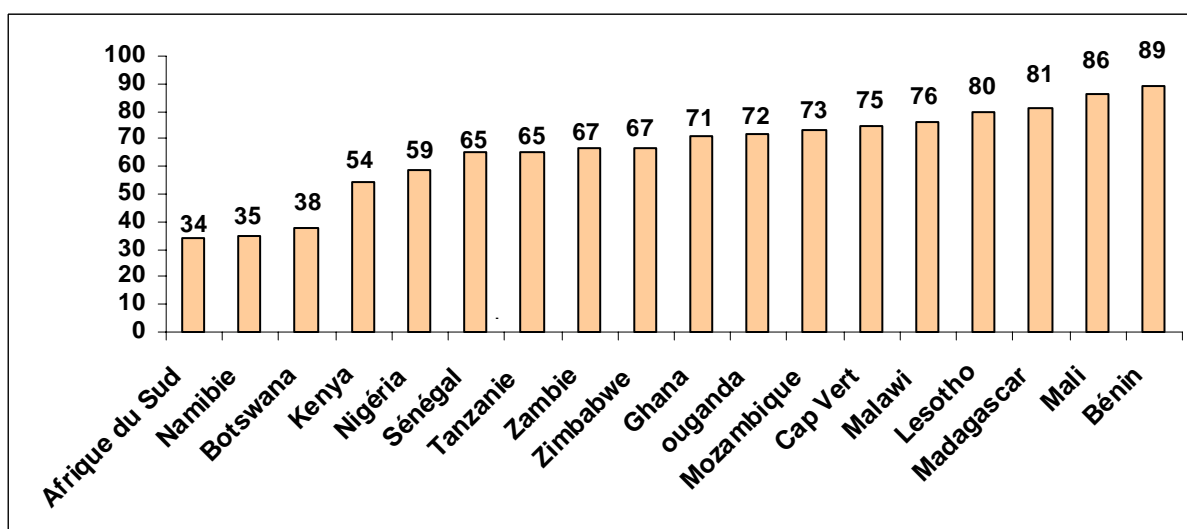
Graphique 17 : Suivi de l'actualité à la radio au moins plusieurs fois par semaine (en %)



**Graphique 18 : suivi de l'actualité à la télévision. Réponses jamais ou moins d'une fois par mois (en %)**

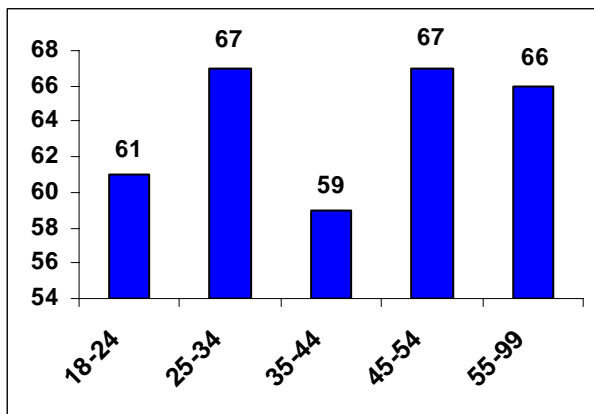


**Graphique 19 : suivi de l'actualité dans les journaux. Réponses jamais ou moins d'une fois par mois (en %)**

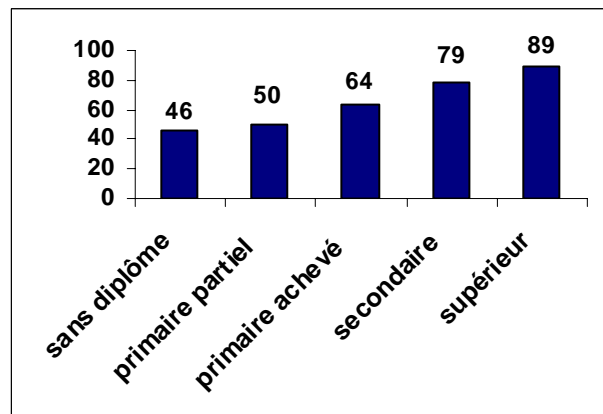


Les taux de suivi de l'actualité dépendent des mêmes variables socio-démographiques que la politisation ou la participation politique. Pour la radio par exemple, le taux d'écoute des hommes est plus fréquent que celui des femmes. 40 % des hommes suivent en effet tous les jours l'actualité à la radio contre 30 % des femmes et seuls 10 % d'entre eux ne le font jamais contre 19 % pour les femmes. L'écoute régulière s'élève nettement à mesure que le niveau de formation est plus important : 67 % des personnes ayant eu une scolarisation supérieure écoutent tous les jours la radio contre 25 % des personnes n'ayant jamais été scolarisées. En revanche, si en moyenne les moins de 45 ans suivent moins souvent les actualités que leurs aînés, les jeunes de 25-34 ans se distinguent néanmoins par un taux d'écoute élevé qui contraste leur faible intérêt affirmé pour les affaires publiques.

**Graphique 20 : Suivi de l'actualité à la radio selon l'âge (au moins plusieurs fois par semaine en %)**

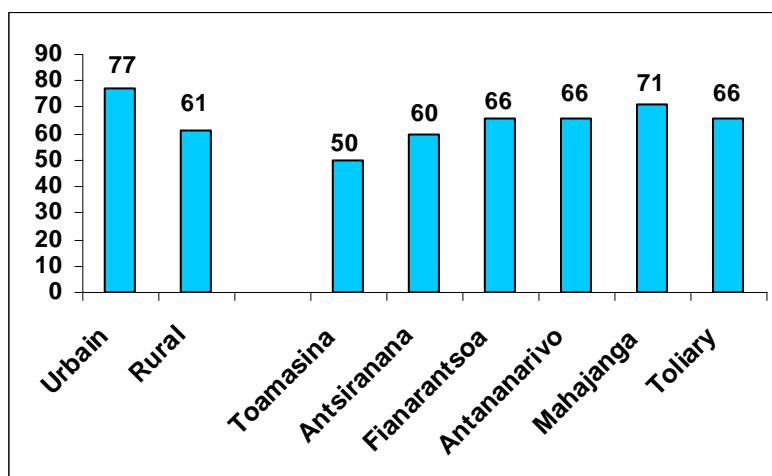


**Graphique 21 : suivi de l'actualité à la radio selon le niveau de formation**



En revanche, le lieu d'habitation influence différemment les taux de suivi de l'actualité. On constate d'abord que les ruraux suivent bien moins souvent l'actualité à la radio que les urbains alors que cette variable ne déterminait que de faibles variations dans les comportements politiques. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer ces différences. L'écoute régulière de la radio dépend bien entendu de la possession ou non d'une radio. Dans les zones rurales, 21 % des ruraux ne possèdent pas de radio contre 10 % des urbains. Ce sous-équipement en radio peut être une conséquence de la plus grande pauvreté des habitants des zones rurales. Il doit aussi être relié aux difficultés de réception des ondes hertziennes dans les zones les plus enclavées qui peut rendre inutile la possession d'une radio. On constate aussi des différences importantes selon les régions. Ces différences recouvrent en partie celles constatées dans les comportements politiques. Dans la province de Mahajanga où, on s'en souvient, la politisation est la plus importante, 71 % des habitants suivent régulièrement (tous les jours ou plusieurs fois par semaine) les informations à la radio. A l'inverse, ce n'est le cas que de 50 % des habitants de la province de Toamasina, où l'intérêt pour les affaires publiques est bien plus faible. Mais taux d'écoute et politisation ne sont pas toujours superposables. Par exemple, dans la province d'Antsiranana où la politisation est la plus faible, l'écoute des informations à la radio est relativement fréquente puisque 60 % des habitants le font très régulièrement.

**Graphique 22 : fréquence de suivi des informations à la radio selon le lieu de résidence (au moins plusieurs fois par semaine en %)**



Le suivi régulier des informations dépend donc de plusieurs facteurs. Comme pour la politisation, il est étroitement lié à la compétence technique liée au niveau d'éducation, à la légitimité sociale qui fait

que certains individus se sentent plus que d'autres en droit et en devoir de suivre l'actualité ou encore à la maturité politique liée à l'âge. Il peut aussi dépendre de cultures spécifiques, notamment régionales. Il dépend enfin aussi des coûts de l'accès à l'information et de la disponibilité des médias (couverture médiatique).

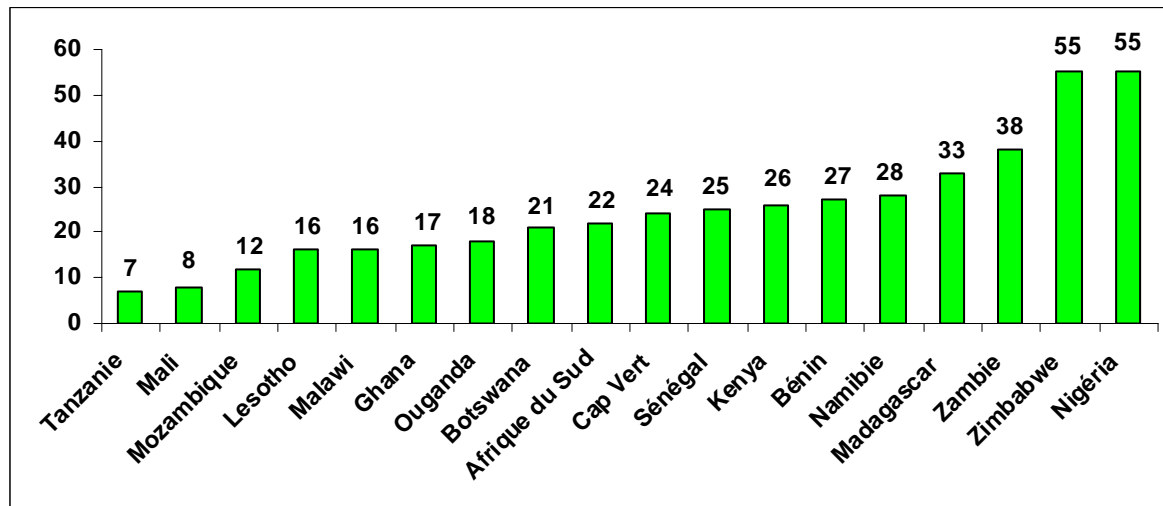
### La confiance dans les médias

Mais le suivi de l'actualité dans les médias ne dépend pas que de la compétence des citoyens ou de la disponibilité des médias. Il tient aussi à la confiance que les personnes accordent à la qualité des informations dispensées. Or, de ce point de vue, la confiance exprimée dans les médias est particulièrement faible à Madagascar, qu'il s'agisse des médias proches du gouvernement ou des médias indépendants. En additionnant les personnes ayant exprimé leur totale confiance et celles ayant exprimé une confiance mesurée (plutôt confiance), on constate encore que les médias malgaches se trouvent en queue de peloton pour le degré de confiance.

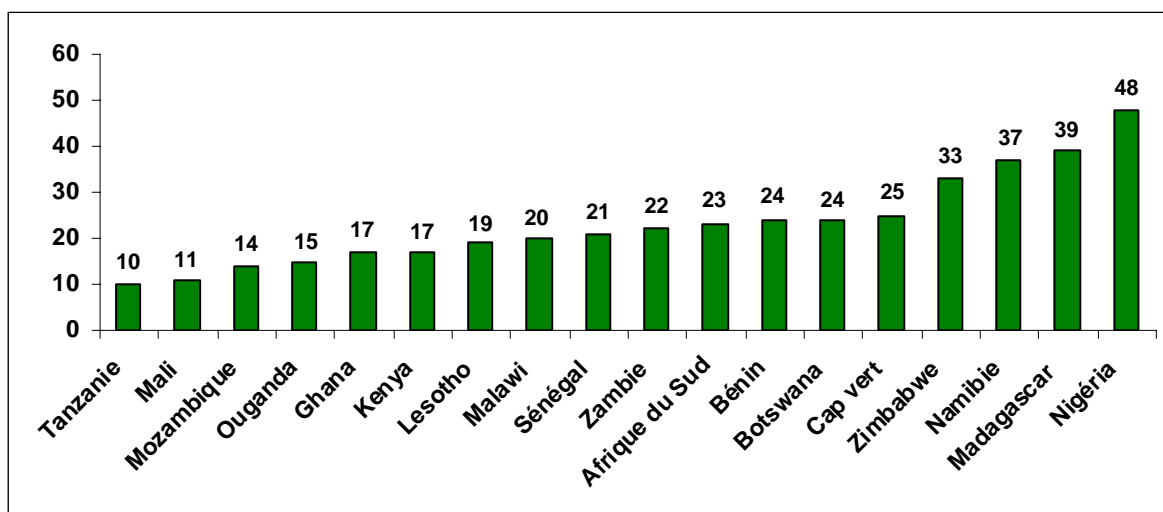
Les télévisions ou les radios publiques arrivent à susciter la confiance d'une majorité d'adultes (54 %) mais cette confiance reste très réservée dans la mesure où seuls 5 % des Malgaches leur accordent une totale confiance (soit de loin le taux le plus faible des 18 pays considérés). La confiance dans les autres médias est, elle, très minoritaire : 34 % des adultes font un peu ou totalement confiance aux télévisions et radios privées, 26 % aux journaux proches du gouvernement, 20 % aux journaux indépendants.

Cette faible confiance exprimée dans les médias est bien entendu en partie liée à la méconnaissance de ces médias. Pour les journaux en particulier, presque 50 % des ménages n'ont pas pu répondre à la question. Mais la faiblesse du nombre de personnes exprimant une totale confiance est un signe fort du discrédit des médias malgaches.

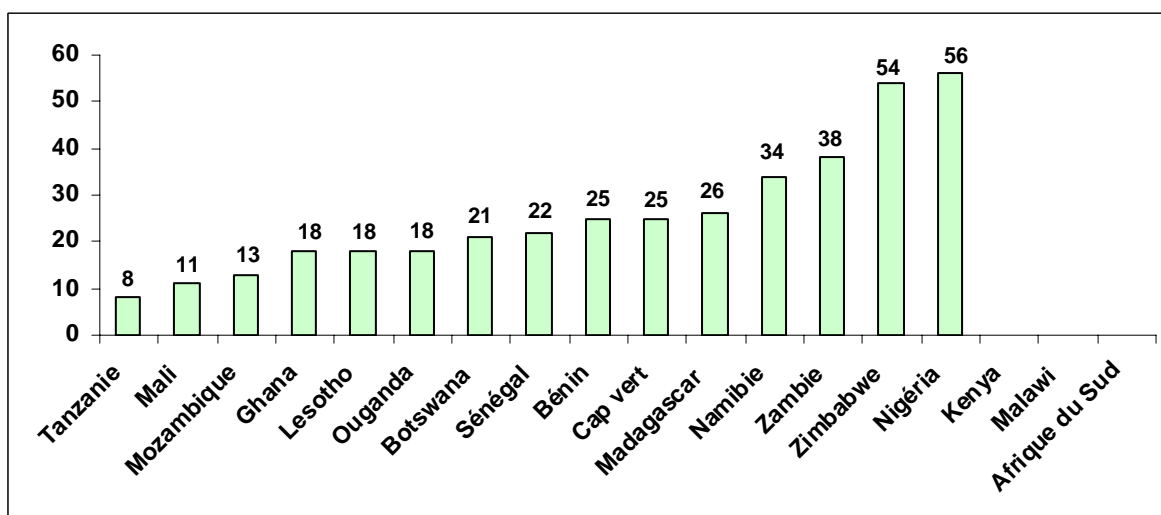
**Graphique 23 : Confiance dans les chaînes de télévision et radio publiques (réponses pas du tout ou un peu seulement, en %)**



**Graphique 24 : Confiance dans les télévisions et radios indépendantes (réponses pas du tout ou un peu seulement, en %)**

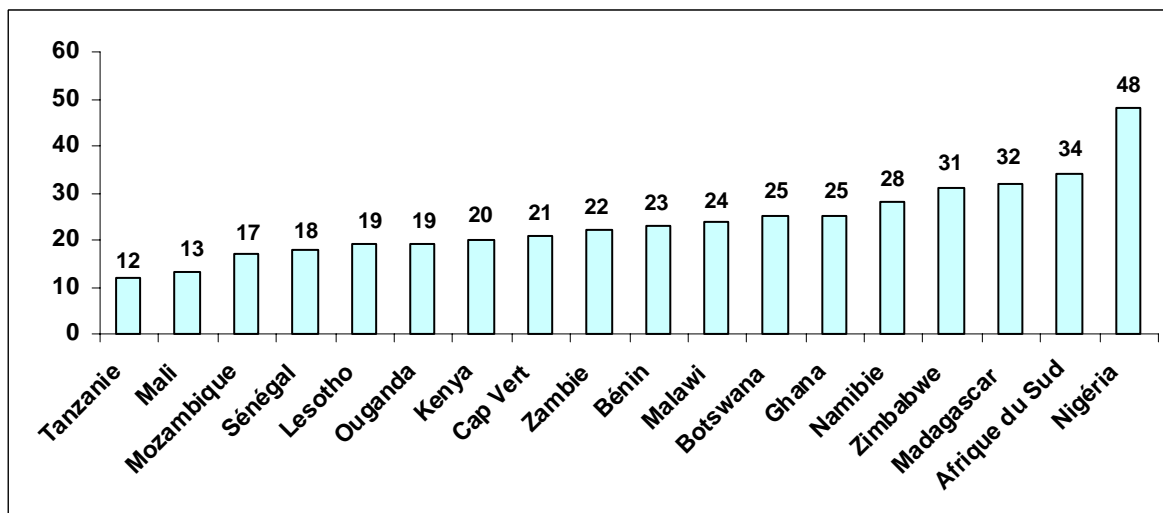


**Graphique 25 : Confiance dans les journaux proches du gouvernement (réponses pas du tout ou un peu seulement, en %)\***



\* données manquantes pour le Kenya, le Malawi et l'Afrique du Sud

**Graphique 26 : confiance dans les journaux indépendants ((réponses pas du tout ou un peu seulement, en %)**





## CONCLUSION

Le rapport à la politique des Malgaches apparaît tout à fait particulier, comparativement aux autres pays ayant participé au programme *Afrobaromètre* en 2005. Les Malgaches sont en effet les moins politisés des 18 pays et expriment plus souvent que les autres leurs difficultés à se repérer dans le champ politique. En revanche, ils participent plus massivement que les habitants des autres pays à des réunions collectives.

Pour comprendre cette spécificité malgache, nous avons émis l'idée qu'au-delà des facteurs classiques des rapports à la politique (notamment l'influence du niveau d'éducation, de l'âge ou du sexe), il faille considérer deux autres déterminants des comportements politiques : les caractéristiques de l'offre politique et l'environnement culturel.

Du côté de l'offre politique, le discrédit des hommes politiques est massif, à l'image de ce que l'on peut constater dans les autres pays. Les hommes politiques, dont le comportement est jugé très sévèrement, portent donc une lourde responsabilité dans la dépolitisation. Mais l'opacité politique semble à Madagascar bien plus importante que dans les autres pays. Les Malgaches apparaissent ainsi fréquemment désorientés et dans l'incapacité de différencier clairement des enjeux ou des programmes. Il se peut que les différents partis en présence n'expriment pas véritablement des options politiques différentes. Mais il semble aussi que les médias échouent en bonne partie dans leur rôle de diffusion de l'information et de promotion du débat public.

Du côté des facteurs culturels, on a constaté tout d'abord de forts écarts régionaux dans les niveaux de politisation qui ne trouvent pas leurs explications dans les différences de composition sociologique. Ce relatif éclatement territorial pourrait favoriser des engagements politiques locaux au détriment des engagements nationaux. Mais au-delà de cette disparité régionale, notre étude a pointé l'importance d'une culture commune de coopération dont le tabou de la participation protestataire est un signe majeur. L'histoire l'a d'ailleurs souvent montré : les Malgaches privilégient souvent les solutions coopératives et négociées au conflit, et la violence en politique est toujours restée relativement contenue. Cette culture de la coopération se traduit ainsi dans la forte participation à des réunions collectives (communautaires ou pour résoudre un problème)

La consolidation de la démocratie à Madagascar passe par la transformation de cette implication collective locale en une véritable participation citoyenne. On sait que la participation associative a souvent été donnée, notamment par les politologues américains<sup>9</sup>, comme étant un élément clé de la démocratie participative. A cet égard, la forte participation collective des Malgaches semble propice au développement de la citoyenneté. Pourtant, associée au faible intérêt pour les affaires publiques, à la sous-information et au manque de confiance dans les hommes politiques et les médias, la participation associative, notamment communautaire, peut aussi « contribuer à produire des solidarités fermées ou le groupe se clôt sur lui-même et tend à s'exclure »<sup>10</sup>. Ce qui apparaît ainsi comme un atout essentiel pour la démocratie Malgache pourrait aussi devenir une faiblesse.

---

<sup>9</sup> Voir, par exemple, R. PUTNAM, *Making Democracy Work .Civic Traditions in Modern Italy*, 1994

<sup>10</sup> E. RITAINE, 2001, « Recherche capital social, désespérément », *Critique internationale*, n°12, p.48-59

This report was prepared by Jean-Michel Wachsberger, DIAL, Paris

The **Afrobarometer** is produced collaboratively by social scientists from 18 African countries. Coordination is provided by the Institute for Democracy in South Africa (Idasa), the Centre for Democratic Development (CDD-Ghana) and Michigan State University. Several donors support the Afrobarometer's research, capacity-building and outreach activities, including the Swedish International Development Cooperation Agency, the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs, the Department for International Development (UK), the World Bank, the African Development Bank, and the U.S. Agency for International Development. For more information, see: [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).